



DROIT D'ALERTE DU CSE



OBJECTIFS



OBJECTIFS

Connaître les situations de droit d'alerte.



OBJECTIFS

Connaître les situations de droit d'alerte.

Connaître les procédures d'alerte.

OBJECTIFS

Connaître les situations de droit d'alerte.

Connaître les procédures d'alerte.

Connaître la notion de droit de retrait dans le cadre du danger grave et imminent.



En Santé et Sécurité au travail, le CSE bénéficie de
3 droits d'alerte



En Santé et Sécurité au travail, le CSE bénéficie de
3 droits d'alerte

En cas
**d'atteinte aux
droits** des
personnes



En Santé et Sécurité au travail, le CSE bénéficie de
3 droits d'alerte

En cas
**d'atteinte aux
droits** des
personnes

En cas de
**danger grave et
imminent**



En Santé et Sécurité au travail, le CSE bénéficie de
3 droits d'alerte

En cas
**d'atteinte aux
droits** des
personnes

En cas de
**danger grave et
imminent**

En cas de
risque grave pour
la santé publique et
l'environnement



DROIT D'ALERTE EN CAS D'ATTEINTE AUX DROITS DES PERSONNES



DROIT D'ALERTE EN CAS D'ATTEINTE AUX DROITS DES PERSONNES

Un **membre du CSE** constatant qu'il existe dans l'entreprise une atteinte aux droits des personnes (harcèlement moral par exemple), doit saisir immédiatement l'employeur.

DROIT D'ALERTE EN CAS D'ATTEINTE AUX DROITS DES PERSONNES

Un **membre du CSE** constatant qu'il existe dans l'entreprise une atteinte aux droits des personnes (harcèlement moral par exemple), doit saisir immédiatement l'employeur.

L'employeur procède alors sans délai à une enquête avec le membre du CSE et prend les mesures nécessaires pour remédier à la situation.

DROIT D'ALERTE EN CAS D'ATTEINTE AUX DROITS DES PERSONNES

Un **membre du CSE** constatant qu'il existe dans l'entreprise une atteinte aux droits des personnes (harcèlement moral par exemple), doit saisir immédiatement l'employeur.

L'employeur procède alors sans délai à une enquête avec le membre du CSE et prend les mesures nécessaires pour remédier à la situation.

Le **membre du CSE** doit saisir le conseil de prud'hommes si l'employeur ne prend aucune mesure ou en cas de divergence sur cette atteinte.

DROIT D'ALERTE EN CAS D'ATTEINTE AUX DROITS DES PERSONNES

Un **membre du CSE** constatant qu'il existe dans l'entreprise une atteinte aux droits des personnes (harcèlement moral par exemple), doit saisir immédiatement l'employeur.

L'employeur procède alors sans délai à une enquête avec le membre du CSE et prend les mesures nécessaires pour remédier à la situation.

Le **membre du CSE** doit saisir le conseil de prud'hommes si l'employeur ne prend aucune mesure ou en cas de divergence sur cette atteinte.

Le **salarié** concerné doit donner son accord pour cette démarche.



DROIT D'ALERTE EN CAS DE RISQUE GRAVE POUR LA SANTÉ PUBLIQUE ET L'ENVIRONNEMENT



DROIT D'ALERTE EN CAS DE RISQUE GRAVE POUR LA SANTÉ PUBLIQUE ET L'ENVIRONNEMENT

Un **membre du CSE** qui constate dans l'entreprise un risque grave pour la santé publique ou l'environnement doit avertir son employeur.

DROIT D'ALERTE EN CAS DE RISQUE GRAVE POUR LA SANTÉ PUBLIQUE ET L'ENVIRONNEMENT

Un **membre du CSE** qui constate dans l'entreprise un risque grave pour la santé publique ou l'environnement doit avertir son employeur.

L'alerte est consignée par écrit dans un **registre spécial** qui a été ouvert par l'employeur.



DROIT D'ALERTE EN CAS DE RISQUE GRAVE POUR LA SANTÉ PUBLIQUE ET L'ENVIRONNEMENT

Un **membre du CSE** qui constate dans l'entreprise un risque grave pour la santé publique ou l'environnement doit avertir son employeur.

L'alerte est consignée par écrit dans un **registre spécial** qui a été ouvert par l'employeur.

L'alerte doit être **datée et signée**.





DROIT D'ALERTE EN CAS DE RISQUE GRAVE POUR LA SANTÉ PUBLIQUE ET L'ENVIRONNEMENT

L'alerte doit
indiquer les
**informations
suivantes :**



DROIT D'ALERTE EN CAS DE RISQUE GRAVE POUR LA SANTÉ PUBLIQUE ET L'ENVIRONNEMENT

Produits ou procédés de fabrication utilisés ou mis en œuvre par l'établissement dont le travailleur estime de bonne foi qu'ils présentent un risque grave pour la santé publique ou l'environnement



DROIT D'ALERTE EN CAS DE RISQUE GRAVE POUR LA SANTÉ PUBLIQUE ET L'ENVIRONNEMENT

Produits ou procédés de fabrication utilisés ou mis en œuvre par l'établissement dont le travailleur estime de bonne foi qu'ils présentent un risque grave pour la santé publique ou l'environnement

Conséquences éventuelles pour la santé publique ou l'environnement



DROIT D'ALERTE EN CAS DE RISQUE GRAVE POUR LA SANTÉ PUBLIQUE ET L'ENVIRONNEMENT

Produits ou procédés de fabrication utilisés ou mis en œuvre par l'établissement dont le travailleur estime de bonne foi qu'ils présentent un risque grave pour la santé publique ou l'environnement

Conséquences éventuelles pour la santé publique ou l'environnement

Toute autre information utile à l'appréciation de l'alerte consignée





3 CONDITIONS CUMULATIVES OBLIGATOIREMENT REQUISES :



3 CONDITIONS CUMULATIVES OBLIGATOIREMENT REQUISES :

Objet



3 CONDITIONS CUMULATIVES OBLIGATOIREMENT REQUISES :

Objet

Le risque doit **impacter** la santé publique et/ou l'environnement.



3 CONDITIONS CUMULATIVES OBLIGATOIREMENT REQUISES :

Objet

Le risque doit **impacter** la santé publique et/ou l'environnement.

Gravité

3 CONDITIONS CUMULATIVES OBLIGATOIREMENT REQUISES :

Objet

Le risque doit **impacter** la santé publique et/ou l'environnement.

Gravité

Le risque doit être **grave**.

3 CONDITIONS CUMULATIVES OBLIGATOIREMENT REQUISES :

Objet

Le risque doit **impacter** la santé publique et/ou l'environnement.

Gravité

Le risque doit être **grave**.

Causalité

3 CONDITIONS CUMULATIVES OBLIGATOIREMENT REQUISES :

Objet

Le risque doit **impacter** la santé publique et/ou l'environnement.

Gravité

Le risque doit être **grave**.

Causalité

Le risque grave doit présenter un **lien** avec les produits ou procédés de fabrication utilisés ou mis en œuvre par l'établissement.



DROIT D'ALERTE EN CAS DE DANGER GRAVE ET IMMINENT



DROIT D'ALERTE EN CAS DE DANGER GRAVE ET IMMINENT

Le membre
du CSE qui utilise
son droit d'alerte
doit immédiatement
informer
l'employeur.



DROIT D'ALERTE EN CAS DE DANGER GRAVE ET IMMINENT

Le membre
du CSE qui utilise
son droit d'alerte
doit immédiatement
informer
l'employeur.

L'alerte est
consignée par **écrit**
sur le registre des
dangers graves et
imminents qui a
été ouvert par
l'employeur.



DROIT D'ALERTE EN CAS DE DANGER GRAVE ET IMMINENT

Cette alerte doit être datée et signée et doit indiquer les
informations suivantes :

DROIT D'ALERTE EN CAS DE DANGER GRAVE ET IMMINENT

Cette alerte doit être datée et signée et doit indiquer les **informations suivantes** :

1 **Postes de travail** concernés par la cause du danger constaté

DROIT D'ALERTE EN CAS DE DANGER GRAVE ET IMMINENT

Cette alerte doit être datée et signée et doit indiquer les **informations suivantes** :

- 1 **Postes de travail** concernés par la cause du danger constaté
- 2 **Nature et cause** de ce danger

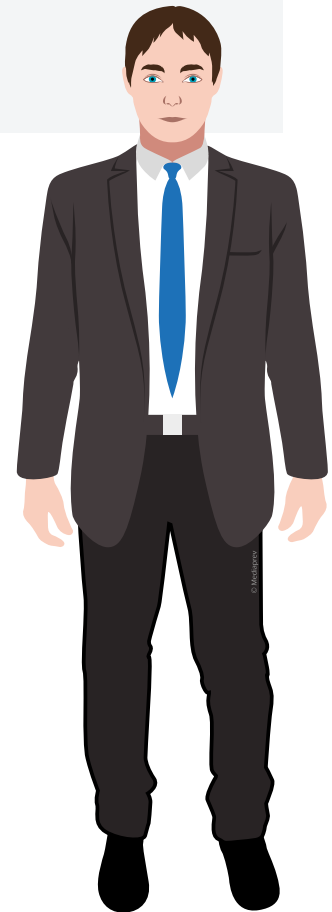
DROIT D'ALERTE EN CAS DE DANGER GRAVE ET IMMINENT

Cette alerte doit être datée et signée et doit indiquer les **informations suivantes** :

- 1 **Postes de travail** concernés par la cause du danger constaté
- 2 **Nature et cause** de ce danger
- 3 **Nom** des travailleurs exposés

DROIT D'ALERTE EN CAS DE DANGER GRAVE ET IMMINENT

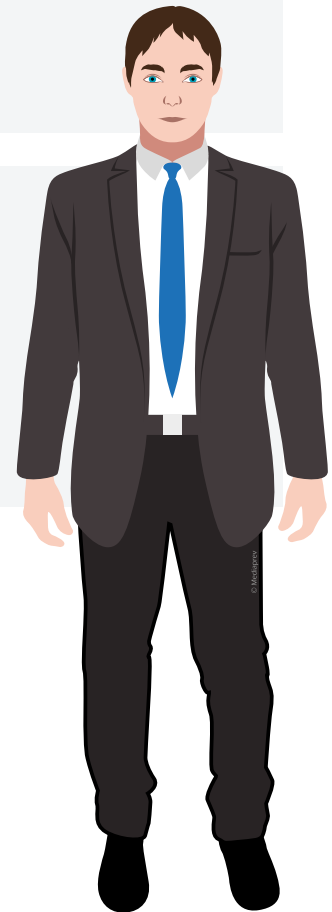
L'employeur procède immédiatement à une enquête avec le membre du CSE qui a déclenché l'alerte.



DROIT D'ALERTE EN CAS DE DANGER GRAVE ET IMMINENT

L'employeur procède immédiatement à une enquête avec le membre du CSE qui a déclenché l'alerte.

Il prend les **mesures nécessaires** pour remédier à la situation.



DROIT D'ALERTE EN CAS DE DANGER GRAVE ET IMMINENT

L'employeur procède immédiatement à une enquête avec le membre du CSE qui a déclenché l'alerte.

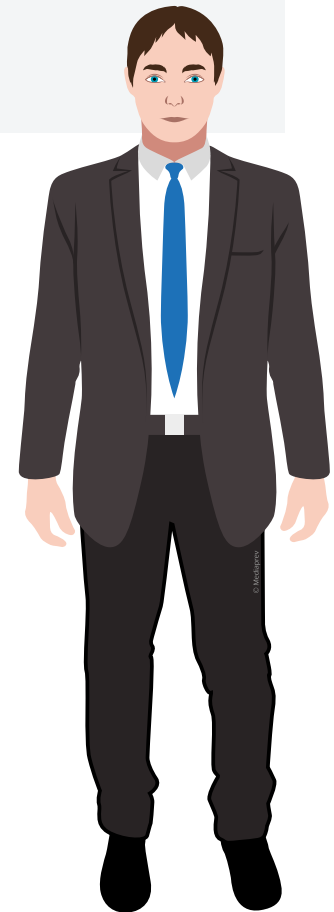
Il prend les **mesures nécessaires** pour remédier à la situation.

À la fin de l'enquête, une fiche de renseignements est adressée à **l'inspecteur du travail**.



DROIT D'ALERTE EN CAS DE DANGER GRAVE ET IMMINENT

En cas de **désaccord** entre l'employeur et le membre CSE, l'employeur réunit le CSE dans un délai de 24 heures.



DROIT D'ALERTE EN CAS DE DANGER GRAVE ET IMMINENT

En cas de **désaccord** entre l'employeur et le membre CSE, l'employeur réunit le CSE dans un délai de 24 heures.

L'inspecteur du travail et l'agent du service de prévention de la Carsat sont informés et peuvent assister à la réunion.



DROIT D'ALERTE EN CAS DE DANGER GRAVE ET IMMINENT

En cas de **désaccord** entre l'employeur et le membre CSE, l'employeur réunit le CSE dans un délai de 24 heures.

L'inspecteur du travail et l'agent du service de prévention de la Carsat sont informés et peuvent assister à la réunion.

L'inspecteur du travail peut mettre en demeure l'employeur de remédier à la situation.





QU'EST-CE QU'UN « DANGER GRAVE » ?



QU'EST-CE QU'UN « DANGER GRAVE » ?



CIRCULAIRE DE LA DIRECTION GÉNÉRALE DU TRAVAIL DU 25 MARS 1993

Danger susceptible de produire un accident ou une maladie entraînant la mort ou paraissant devoir entraîner une incapacité permanente ou temporaire prolongée.



QU'EST CE QU'UN « DANGER IMMINENT » ?



QU'EST CE QU'UN « DANGER IMMINENT » ?



CIRCULAIRE DE LA DIRECTION GÉNÉRALE DU TRAVAIL DU 25 MARS 1993

Est « imminent, tout danger susceptible de se réaliser brutalement dans un délai rapproché ».



DROIT DE RETRAIT LORS D'UN DANGER GRAVE ET IMMINENT



DROIT DE RETRAIT LORS D'UN DANGER GRAVE ET IMMINENT

Pour l'exercice
de ce droit, certaines
conditions doivent être
**systematiquement
réunies :**



DROIT DE RETRAIT LORS D'UN DANGER GRAVE ET IMMINENT

Le danger constaté doit être **grave**.



DROIT DE RETRAIT LORS D'UN DANGER GRAVE ET IMMINENT

Le danger constaté doit être **grave**.

Le danger doit être **imminent**.

DROIT DE RETRAIT LORS D'UN DANGER GRAVE ET IMMINENT

Le danger constaté doit être **grave**.

Le danger doit être **imminent**.

Le salarié doit avoir un **motif raisonnable** pour se soustraire.

DROIT DE RETRAIT LORS D'UN DANGER GRAVE ET IMMINENT

Le danger constaté doit être **grave**.

Le danger doit être **imminent**.

Le salarié doit avoir un **motif raisonnable** pour se soustraire.

Le salarié doit **alerter l'employeur** de la situation.

DROIT DE RETRAIT LORS D'UN DANGER GRAVE ET IMMINENT

Le danger constaté doit être **grave**.

Le danger doit être **imminent**.

Le salarié doit avoir un **motif raisonnable** pour se soustraire.

Le salarié doit **alerter l'employeur** de la situation.

Le retrait du salarié ne doit pas créer pour autrui une **nouvelle situation de danger grave et imminent**.

DROIT DE RETRAIT LORS D'UN DANGER GRAVE ET IMMINENT

Certaines
professions
ne peuvent pas
effectuer le droit de
retrait en mission
(pompier, policier...).





OBLIGATION DE L'EMPLOYEUR

OBLIGATION DE L'EMPLOYEUR

Lors d'un danger grave et imminent, **l'employeur** doit prendre les mesures et donner les instructions nécessaires afin de permettre aux travailleurs d'arrêter leur activité et de se mettre en sécurité en quittant immédiatement le lieu de travail ou en cessant l'activité.





CONDITIONS D'EXERCICE DU DROIT DE RETRAIT

CONDITIONS D'EXERCICE DU DROIT DE RETRAIT



Cependant,
l'exercice du droit
de retrait pour une
raison non fondée
peut constituer une
cause réelle et sérieuse
de licenciement.



CONDITIONS D'EXERCICE DU DROIT DE RETRAIT

Ce droit n'est pas une obligation, mais une **faculté**.

CONDITIONS D'EXERCICE DU DROIT DE RETRAIT

Ce droit n'est pas une obligation, mais une **faculté**.

D'autre part, le droit de retrait est accompagné d'un **droit d'alerte**.

CONDITIONS D'EXERCICE DU DROIT DE RETRAIT

Ce droit n'est pas une obligation, mais une **faculté**.

D'autre part, le droit de retrait est accompagné d'un **droit d'alerte**.

Le **non-retrait** d'un travailleur lors d'une situation de travail dangereuse ne peut, en cas d'accident, ni lui être reproché, ni réduire la responsabilité de l'employeur.